



**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# Alors que la loi EL Khomri entre en application FAIRE DE 2017 L'ANNÉE D'UNE RIPOSTE GÉNÉRALE ET DE LUTTES SOCIALES ENFIN VICTORIEUSES !



Philippe POUTOU - Ouvrier  
Candidat Anticapitaliste 2017

BULLETIN NPA POISSY

19 JANVIER 2017

Dans une interview au *Parisien*, Manuel Valls nous annonce qu'il a changé... « en passant de 1<sup>er</sup> ministre à candidat à la présidence de la république ». Faux-cul, celui qui avait multiplié les déclarations d'amour aux entreprises a poussé le bouchon jusqu'à rendre hommage, à Liévin, aux « ouvriers [qui] ont tenu une place centrale dans le destin de notre nation ». C'est pourtant bien sa sale politique que le gouvernement de Cazeneuve entend poursuivre jusqu'au bout.

Au 1<sup>er</sup> janvier, 80% des 127 décrets d'application de la « loi travail » sont parus. Les textes les plus destructeurs du droit du travail sont même sortis en un temps record. Quelle efficacité quand il s'agit de se plier aux quatre volontés du patronat !

## Licenciements pour motifs économiques

Une baisse même momentanée du chiffre d'affaires ou des commandes (3 mois consécutifs pour moins de 11 salariés ; 6 mois consécutifs de 11 à 50 salariéEs ; 9 mois de 50 à 300 salariés et une année complète pour les entreprises de plus de 300) autorise désormais les licenciements économiques .

## Chantage à l'emploi

Un accord censé « préserver l'emploi » permettra de flexibiliser encore plus et d'accroître le chantage à l'emploi et la possibilité d'imposer une augmentation de la durée du travail sans augmentation de salaire. Les salariéEs qui refuseront ces accords seront licenciéEs selon la procédure d'un licenciement économique, mais sans proposer de mesures de reclassement.

## Inversion de la hiérarchie des normes

Appliquée au temps de travail, elle donne la primauté à la négociation – d'entreprise d'abord, de branche ensuite – sur la loi, ouvrant la porte à la fin des 35 heures.

Un accord d'entreprise pourra prévoir 12 heures par jour, permettant aux entreprises abonnées aux « demandes de dérogation à la durée maximale quotidienne de travail » de ne plus demander l'autorisation de l'inspection du travail.

Sur une semaine, seul le maximum de 48 heures est indi . Mais un simple accord d'entreprise ou d'établissement pourra autoriser un dépassement de la durée 46 heures, pendant 12 semaines consécutives.

## Réforme de la médecine du travail

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la visite d'aptitude à l'embauche est remplacée par une « visite d'information et de prévention » et la visite médicale ne sera plus obligatoire que tous les 5 ans au lieu de 2. Pourtant, l'explosion des risques psychosociaux et des Troubles Musculo Squelettiques (TMS) montrent la nécessité d'un suivi médical régulier.

## Amplifier les résistances, Imposer nos revendications

Pour s'opposer à l'application de toutes ces mesures, il faut que se construisent des résistances, comme celles de ces derniers jours, dans certains magasins Carrefour, contre le travail du dimanche étendu par la loi Macron.

Mais au delà de ces résistances qu'il faut généraliser et faire converger, c'est d'un programme d'ensemble dont nous avons besoin :

- pour interdire les licenciements et réduire le temps de travail. En passant aux 32 heures, sans perte de salaire, on pourrait créer plus de 4 millions d'emplois.

- pour supprimer les aides aux entreprises comme le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), cadeau de 20 milliards par an au patronat. Avec ce montant, on pourrait créer 660 000 emplois dans les services publics, au lieu de les laisser se dégrader !

- pour augmenter les salaires, les pensions et les minimas sociaux : la France compte 9 millions de pauvres selon l'INSEE. Il faut imposer un SMIC et des minimas sociaux à 1 700 euros nets.

**Voilà ce que défendra Philippe POUTOU, ouvrier chez Ford et candidat du NPA à l'élection présidentielle. Des revendications que nous ne pourrons imposer que par nos luttes.**



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur  
Et maintenant sur Facebook ...



## LE PERE NOËL EST UNE ORDURE : BONUS DE 6 MILLIONS D'EUROS POUR CARLOS GHOSN

Au jackpot des stock options Carlos Ghosn a joué gagnant avec un gain de 6,4 millions d'euros en ce mois de décembre 2016. Il a en effet massivement racheté 132 770 d'actions à un prix cadeau « prédéfini » fixé à 37,43 euros pour ce privilégié. Il peut les revendre, en toute liberté de s'enrichir, au prix actuel du marché de 85,3 euros. Une différence de 47,9 euros par action. Soit un gain total de 6,36 millions d'euros.

Et en ce début d'année, Ghosn et sa direction sont même en passe de réussir à imposer à tous les salariéEs un énième plan de compétitivité avec des salaires bloqués, et une flexibilité accrue. Il a même trouvé pour cela des dirigeantEs de syndicats assez complaisants pour apposer leur signature.

### SÉCURITÉ : UN PERMIS DE TUER ?

En fin de mandature, le 21 décembre, le gouvernement a soumis, sous la pression policière un projet de loi élargissant les conditions dans lesquelles les policiers pourront ouvrir le feu. A l'inverse de ce que prétend le gouvernement, l'alignement de la police sur la gendarmerie ne permettra pas plus aux policiers de savoir dans quelles conditions ils peuvent tirer.

En dernière analyse, ces conditions resteront soumises aux exigences posées par la Convention européenne des droits de l'Homme et la jurisprudence de la Cour : respecter le principe de proportionnalité face à un danger imminent reste un impératif.

En revanche, le message lancé pourra être interprété par certains policiers à la gâchette facile comme une autorisation presque illimitée et pourra donc conduire à une augmentation des bavures. Cette extension des pouvoirs de police applicables dans la vie quotidienne ne sera probablement pas de nature à renforcer le lien de confiance entre la police et la population. Pour éviter les bavures, désarmons la police, à l'image d'autres pays.

### LE TRAVAIL TUE PRÈS DE DEUX PERSONNES PAR JOUR

A l'heure où on entend surtout parler coût du travail, allongement du temps de travail, ou départ à la retraite plus tardif, il est bon de rappeler quelques chiffres. Vous ne les entendrez jamais sur les grands médias : le nombre de morts par accident du travail. Oui, en France aujourd'hui, plus ou moins 550 personnes selon les années meurent encore sur leur lieu de travail, faute de mesures de sécurité adéquates.

Rien que dans les deux derniers mois de l'année 2016, 40 travailleurs-euses ont perdu la vie au boulot. La plupart de ces morts anonymes pourraient être évitées si les entreprises respectaient leurs obligations de sécurité, et on en sait quelque chose ici.

Le nombre de tuéEs stagne depuis quelques années, alors qu'il était en fort recul auparavant. Et ce ne sont certainement des lois comme celle d'El Khomri qui vont arranger les choses !

### TMS : 87 % DES MALADIES DU TRAVAIL

L'explosion des troubles musculo-squelettiques (TMS), ou maladies du geste répétitif, se confirme. Selon les dernières données publiées par la Dares qui concernent l'année 2012, les TMS représentent 87 % des maladies reconnues par la branche accidents du travail-maladies professionnelles de la Sécurité sociale, avec 48 500 cas.

Les pathologies liées à l'amiante dont 35 % de cancers constituent 8 % des maladies reconnues, soit 4 500 cas, juste devant les surdités qui représentent 2 % des maladies prises en charge. Le nombre de TMS a augmenté de 7 % par an depuis 2005 en moyenne. Ces affections concernent à 73 % des ouvrierEs et à 23 % des employéEs, tandis qu'à l'intérieur de ces catégories socioprofessionnelles les femmes sont en première ligne, avec 55 % des cas.

Les deux secteurs les plus concernés sont l'agroalimentaire et l'industrie du textile-habillement-cuir.

### MARINE LE PEN DIT DEFENDRE LA SÉCU. MAIS SON PROGRAMME EN SAPE LES BASES

Marine Le Pen a beau jeu de fustiger Fillon, qui veut « privatiser » la Sécu. Mais le chapitre « Fiscalité » du programme du FN - consultable sur son site - contient une proposition tout aussi inquiétante pour la Sécu. Celle-ci est, on le sait, financée par les cotisations prélevées sur nos salaires.

Le FN propose de ponctionner une partie de ces cotisations pour augmenter d'autant les petits salaires. Autant de ressources en moins pour la Sécu. Pour parer à la critique, le FN propose de combler le trou ainsi creusé par une taxe sur les importations. Ce qui rendra évidemment plus chers les produits concernés, par une sorte de « TVA sociale », payée par l'ensemble des consommateurs.

Etrange combine qui sape le principe de base d'une Sécu financée par les cotisations. Programme tout aussi inquiétant que celui de Fillon. Avec comme objectif clairement affiché : « augmenter le pouvoir d'achat des salariés sans grever la rentabilité des entreprises » !

**Avec Marine Le Pen, les patrons peuvent dormir tranquilles.**

### SOLIDARITÉ CONTRE ACTES DE BARBARIE

Une relaxe a finalement été prononcée à l'égard de l'enseignant poursuivi pour avoir tenté de transporter trois Érythréennes depuis la vallée de la Roya pour qu'elles se fassent soigner à Marseille. Reste l'attente du verdict pour l'agriculteur poursuivi pour avoir aidé et hébergé d'autres migrantEs.

D'un autre côté, Médecins sans frontières est amené à dénoncer ces actes de barbarie où « *Alors que les températures sont devenues négatives, les violences policières se multiplient depuis une dizaine de jours, les forces de l'ordre réveillent les migrantEs en pleine nuit et leur confisquent leurs couvertures. En une semaine, les équipes de Médecins sans frontières ont déjà dû prendre en charge huit personnes proches de l'hypothermie.* »

Ainsi, au lieu de venir en aide aux SDF et aux migrantEs, le gouvernement cherche à les chasser des endroits où ils ou elles sont les plus visibles.

Toutes ces affaires relancent le débat sur le « délit de solidarité ». Face à des gouvernements qui traquent les réfugiéEs à travers l'Europe, des gens, toujours plus nombreux, sont prêts à braver les interdits pour venir en aide, accueillir des familles qui ont fui leurs pays en guerre.

**Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter : npa.poissy@gmail.com ou 06.80.73.86 77**